

## **LE DEVELOPPEMENT INTEGRALEMENT DURABLE COMME ALTERNATIVE A LA GLOBALISATION NEOLIBERALE**

### **Chantier “Development Durable” Synthese De La Rencontre De Barcelone Mars 2001**

#### ***1)Enoncé de la question***

L'être humain maltraite la nature de plusieurs façons, et va jusqu'à casser les règles de certains mécanismes naturels fondamentaux, mettant ainsi en danger tous les êtres vivants, et aggravant les inégalités entre les êtres humains; il produit une diminution des ressources naturelles disponibles. C'est ainsi que surgit un débat éthique et une remise en question de l'efficacité technique.

Comment satisfaire alors les besoins de l'être humain, préserver le futur et le bien-être des générations à venir , et protéger à la fois l'environnement? La réponse surgit sous la forme du concept de développement durable, qui intègre les multiples facettes du problème. Si le développement durable requiert une discussion spéciale, c'est parce qu'il contient une dimension spécifique différente de la dimension socioéconomique; le défi de la durabilité doit faire face principalement au dépassement de la capacité de charge de la planète.

Toutefois, *“nous ne croyons pas en la possibilité d’atteindre un développement durable qui respecte les grands équilibres écologiques, mais au prix de l’exclusion d’une bonne partie de l’humanité”*.<sup>1</sup> C’est insensé de se préoccuper de l’optimum de la durabilité écologique si l’on ne fournit pas de garantie quant à la durabilité politique du système qui se doit de préserver l’environnement; c’est insensé de se soucier de l’optimum de la justice sociale si l’on ne garantit pas la durabilité de l’écosystème terrestre de façon à garantir la survie de l’espèce humaine; de même, c’est insensé de se soucier de l’optimum de la croissance économique si celle-ci provoque une catastrophe humanitaire.

Ainsi, il est nécessaire que la conception de développement durable soit intégrale; le développement doit être durable sur les plans écologique, économique, social et politique, tout en respectant la diversité culturelle.

Le développement intégral durable implique la remise en question des concepts jusqu’à aujourd’hui fondamentaux pour la notion moderne de développement: 1) la pseudo-loi d’“autoréglementation du marché”; les institutions ont un besoin intrinsèque de régler le marché et le développement durable, qui doit promouvoir des formes décentralisées du développement à l’échelle locale; 2) la notion d’“insatiabilité humaine” en tant que fondement de la construction moderne de “besoins”; une conception culturelle durable des besoins doit prioriser l’idée de la richesse de l’être, et

---

<sup>1</sup> Alliance pour un Monde Responsable, Pluriel et Solidaire.

non pas celle de la richesse de posséder. La qualité de la vie se mesure par l'accumulation de biens économiques et toute recherche de durabilité passe par une redéfinition des besoins humains dans le contexte de l'idée de suffisance, ainsi que des qualités des rapports sociaux entre "sujets".

Les inégalités existantes dans le monde créent une alternative sur la croissance. D'un côté, nous avons la limite maximum de consommation des ressources naturelles et de production de pollution et de résidus que l'humanité ne doit pas dépasser; de l'autre, nous avons la quantité minimum d'usage de ressources nécessaires pour avoir une vie digne. Pour l'Europe, il est fondamental de ne pas dépasser le maximum; mais pour les pays du Sud enfouis dans l'indigence, le problème consiste à croître pour dépasser le minimum.

Cela fait des siècles que le Nord a exploité le Sud de ses ressources humaines et naturelles, donnant lieu à la grande dette écologique des dominateurs du Nord envers les peuples du Sud. Le souci du développement durable nous met face à l'indurabilité implicite dans le comportement de la civilisation industrielle sous l'hégémonie du Nord et son modèle de globalisation néo-libérale.

Nous pouvons établir certaines prémisses:

- 1) la globalisation est un contexte nouveau; nouveau en tant que changement brusque et discontinu d'échelle, mais pas en tant que tendance.

2) Soit la durabilité sera globale, soit elle n'existera pas.

3) la durabilité socio-économique des millions d'êtres humains plus défavorisés de la planète requiert des développements endogènes locaux du Sud, avec une croissance économique incluse dans beaucoup de cas, qui doit être également durable du point de vue de l'environnement . C'est pour cette raison qu'elle devra aller de pair avec des décroissances complémentaires (au niveau de production et de consommation) du Nord, afin qu'une durabilité globale soit possible.

4) Les nouvelles technologies de la communication modifient des systèmes et rapports de production, de travail et de commerce, jusqu'aux systèmes de rapports entre cultures, idées, et personnes. La biodiversité (dans son sens le plus ample, qui inclut donc également la culture) est plus que jamais en danger.

5) L'état national a permis la déréglementation de l'économie réelle. D'après le discours dominant, le Marché a été le "Deus ex machina" qui a occupé la place de l'État.

6) La structure d'institutions internationales est basée, comme son nom l'indique, sur les états nationaux, ce qui dérègle donc l'économie réelle globale.

7) Des propositions comme l'abolition de la dette extérieure, l'impôt Tobin, la réduction de la journée

de travail, la soutenabilisation de secteurs productifs, le transfert de connaissances et de technologies, etc., sont basées sur le pouvoir de l'Etat-Nation, et se heurtent aux deux prémisses antérieures.

Un modèle de développement durable doit satisfaire les besoins fondamentaux - alimentation, eau potable, logement, conditions sanitaires et hygiéniques, énergie et éducation, santé, participation aux décisions - des peuples dépossédés; il doit également adapter les technologies et les modes de vie d'après les potentialités et les spécificités socio-économiques et écologiques de chaque région, l'internalisation de tous les coûts, le calcul économique des gaspillages et l'exploitation des ressources naturelles en respectant les cycles de l'écosystème. Le défi consiste à introduire les principes d'humanité, d'équité, et de responsabilité au sein du concept de développement.

## **2) *La diversité culturelle et le développement durable***

Un modèle alternatif à celui du néo-libéralisme n'implique pas une *pensée alternative unique*. Il existe plusieurs sortes d'alternatives pour les pays et les sous-systèmes régionaux/continentaux au sein du système économique mondial unique. Ceci implique l'inexistence d'économies fermées et l'existence d'un partage internationale du travail; mais ceci n'implique pas une forme unique d'organisation socio-économique au sein de tous les sous-systèmes. L'histoire détermine des différences (culturelles, de

systèmes de valeurs éthiques et morales, d'idiosyncrasie, de "conditions initiales"), qui permettent que l'on imagine le pas à franchir, de la souveraineté de l'Etat-Nation vers la souveraineté populaire au sein du monde globalisé, avec une réaffirmation et une coexistence tolérante des nationalismes culturels. Il est nécessaire de barrer le passage aux tentatives hégémoniques qui poursuivent le but de l'uniformité culturelle en tant qu'instrument de pouvoir. La diversité culturelle est une source de durabilité globale.

Cependant, la réalité technologique sous-jacente à la globalisation, les effets de syncrétisme culturel inévitables à cause de la globalisation des communications multi-média et l'inéxorable interdépendance écologique mondiale, définissent un ensemble de critères communs à l'humanité toute entière et inéluctables dans tout modèle de développement social, économique, écologique et politiquement durable.

### ***3) Définition de quelques caractéristiques propres à un modèle de développement intégralement durable***

D'après notre entendement, quelques aspects propres à n'importe quel modèle particulier de développement social, économique, écologique et politiquement durable sont les suivants:

***Socialement durable*** implique qu'il soit socialement juste et qu'il vive socialement en paix; mais il implique également que les deux dimensions

marchent indissociablement à l'unisson. La durabilité sociale exige que le développement économique ne provoque pas de catastrophes humanitaires fruits de la marginalité et de l'exclusion. On ne peut qualifier de développement socialement durable ce qui détruit un secteur de l'humanité par absence de mécanismes de distribution équitable des revenus. La détérioration de l'environnement et la croissance de la pauvreté doivent être traitées de façon intégrée. Ceci ne veut pas dire que l'on confond le concept intégral de durabilité avec celui de justice; la durabilité peut être définie comme une caractéristique de l'ordre social juste.

La gestion de l'environnement a toujours été limitée à l'état des rapports sociaux. Ce rapport est dialectique, car si l'environnement conduit à une organisation sociale particulière, cette dernière doit induire un usage déterminé de la nature pour se reproduire.

Il est opportun de se demander si la durabilité est l'art de conjuguer positivement les déséquilibres. Peut-être pourrions-nous répondre qu'alimenter, protéger, soutenir le lien social constitue la base culturelle nécessaire pour affronter le problème avec succès.

***Economiquement durable*** veut dire distinguer clairement deux types de questions. D'une part, cela signifie faire la distinction entre développement et croissance; alors que la croissance implique une augmentation de taille par l'accumulation matérielle, avec une prédominance du changement quantitatif,

développement signifie expansion de potentialités, où prédomine le changement qualitatif. D'autre part, il est nécessaire de distinguer ce qu'Aristotèle appelait *économie* de ce qu'il appelait *crématistique*, qui est l'art d'obtenir et de gagner de l'argent à travers la manipulation des prix.

La durabilité économique ne peut ni se baser sur une croissance quantitative illimitée, ni se mesurer par l'évolution des gains financiers. Le problème qui nous intéresse est *l'économie physique*, c'est-à-dire le produit de biens et de services dans le sens physique, et non pas dans le sens comptable, ainsi que son incidence sur la qualité de la vie, et non pas sur la quantité de stocks. C'est là où le concept de durabilité économique a du sens, car il faut tenir compte non seulement de ce que l'on produit mais également de ce que l'on détruit en produisant, et de ce que l'on gaspille en consommant. Dans *l'économie physique*, en plus, il faut tenir compte de tous les problèmes liés à l'énergie, dont le comportement physique nous renvoie à *l'entropie*, point où l'économie et l'écologie tissent des liens.

L'entropie est une mesure qui indique la part de désordre, de dégradation, de perte d'énergie non récupérable en tant que travail, qui existe au sein d'une dynamique de tout système physique et chimique. Toutes les formes de l'énergie se transforment graduellement en chaleur, et il existe une dissipation de chaleur irréversible. La réalité physique de l'entropie est présente dans le problème de la pollution de l'environnement, et les irréversibilités sont des changements qualitatifs qui

affectent directement l'équilibre de l'écosystème terrestre de telle façon qu'elle met en danger la subsistance humaine.

Etant donné l'hypothèse selon laquelle les questions qualitatives auraient la capacité de modifier les questions quantitatives, nous pouvons nous demander: que produit-on? Pourquoi et pour qui produit-on? Comment produit-on? Un développement économique *per capita* durable doit s'occuper de situations et d'aspects divers. Il implique que la quantité de biens et de services disponibles pour les nécessiteux augmente, en donnant une priorité spéciale aux populations dont les besoins de base ne sont pas satisfaits. Pour ceux qui ne souffrent pas de ces carences, l'effort sera dirigé vers une décroissance quantitative dans les sociétés les plus consumistes, décroissance complémentaire à la croissance nécessaire pour couvrir les besoins de base insatisfaits des sociétés dépossédées. Dans l'ensemble, la croissance quantitative globale doit être subordonnée aux restrictions de la durabilité écologique. Ceci implique une redistribution juste de la richesse mondiale, de façon à ce que les riches contaminants soient moins riches et moins contaminants. Dans tous les cas, le développement économique durable exige que l'on ne sacrifie pas la qualité de la vie des générations du présent et que l'on n'hypothèque pas la capacité des générations futures de satisfaire leur propre qualité de vie.

***Ecologiquement durable*** signifie que la tendance de développement n'attente pas contre le type d'équilibre dynamique de l'écosystème terrestre

nécessaire à la survie de l'espèce humaine (les écosystèmes assimilent les restes de l'activité économique et exercent d'autres fonctions essentielles de l'économie, comme la santé et la diversité biologique). Du point de vue physique et en tenant compte du fait que l'humanité a déjà été "au-delà des limites de la croissance", ceci implique que les matières premières productives satisfassent trois conditions par rapport aux taxes d'exploitation ou d'émission durables par unité de temps:

- . Les taux d'usage des ressources renouvelables - terre, air, forêts, poissons-, doivent être inférieurs à leurs taux respectifs de régénération.

- . Les taux d'usage des ressources non renouvelables - combustible fossile, éléments minéraux de grande pureté, eau fossile du sous-sol -, ne doivent pas dépasser le taux auquel se développent leurs substituts renouvelables. Comme la création de substituts renouvelables se fait au prix d'une plus grande consommation d'énergie, ce qui augmente la pollution entropique, cette condition doit aller de pair avec la suivante.

- . Les taux d'émission des agents contaminants doivent être inférieurs au taux auquel ceux-ci peuvent être recyclés par l'environnement, y compris la reversion du réchauffement de l'atmosphère.

L'exécution de ces exigences essentielles de la durabilité écologique implique la reconnaissance de l'existence de restrictions physiques en ce qui concerne la croissance de l'économie mondiale, ceci

indépendamment des raisons de *l'économie politique* ; la capacité de durabilité de l'environnement et les taux d'exploitation durables peuvent se définir approximativement en termes physiques; l'écosystème ne grandit pas et l'économie, en tant que sous-système de l'écosystème, grandit par rapport à elle-même. Ainsi, nous devons penser en termes de deux optimums: une attribution optimale et une échelle optimale, en tenant compte du fait que la notion d'un optimum sociale implique un jugement de valeur et non pas une conclusion technique. Le fonctionnement autonome du marché est incapable d'aboutir à une attribution optimale ou à une échelle optimale. Le système de prix réglé institutionnellement par la distribution du revenu peut contribuer à une attribution optimale, mais il n'amène pas à une échelle optimale. L'échelle optimale est liée à l'efficacité systémique, où s'entremêlent inséparablement les aspects politiques et économiques sujets à la restriction écologique.

**Politiquement durable** implique que la dynamique du système social, économique et écologique ne crée pas de tensions conflictuelles accumulatives de mécontentement, qui rendent le système politique disfonctionnel pour la société, et débouchent sur une instabilité politique, accompagnée de la séquelle éventuelle d'éclatement violent des tensions accumulées. Si un système respecte la notion de justice culturellement acceptée dans son contexte, les tensions conflictuelles peuvent se résoudre de façon satisfaisante s'il existe des instances de dialogue social; l'évolution des

pratiques politiques passe par la connaissance des “dissentiments”, qui expriment la diversité et les moteurs de la dynamique du changement des comportements sociaux. D’autre part, la base de la participation politique effective est l’indépendance économique, c’est-à-dire la libération de l’état de nécessité dont souffrent ceux qui n’ont que leur force de travail à vendre pour assurer leur subsistance physique. Cette libération comprend l’assurance pour chaque personne – grâce à des émoluments qui ne proviennent pas du travail, mais du droit de citoyenneté, inconditionnels -, de pouvoir consommer pour satisfaire ses besoins de base, indépendamment du travail, qui, à son tour, doit être également distribué.

L’idée de durabilité nous renvoie définitivement à un débat sur la société, à l’exercice de la démocratie, qui repose sur la participation politique aux décisions à tous les niveaux, surtout à celui des bases. Ces bases représentées par la majorité de la population pauvre et analphabète ne sont en général pas préparées à assumer cela. Nous sommes convaincus que le développement ne sera durable que si les personnes changent en profondeur, ainsi que les institutions dans lesquelles ces personnes sont immergées, et la société qui les entoure; il est nécessaire de prévoir des actions qui visent chacune des trois dimensions mentionnées.

Penser le développement durable nous oblige donc à nier le joug économique et technocratique pour revenir à la suprématie politique, qui implique la suprématie de la *polis*, c’est-à-dire de la

communauté administrée en fonction du bien commun, de par la suprématie de la volonté sociale.

Une base solide pour la durabilité politique requiert une redéfinition de la participation politique à partir des municipalités, puisque c'est au niveau local que la vie communautaire s'exprime le plus directement. Pour cela, il faudra encourager la participation des gens à toute la problématique en rapport avec l'élévation de la qualité de vie familiale, sociale et institutionnelle.

#### ***4) la morale et le développement durable***

La durabilité du développement requiert un souci pour le futur de l'écosystème terrestre et de la survie de l'espèce humaine. Mais il n'y a aucun argument rationnel (et encore moins économique) qui justifie un sacrifice de la consommation de l'humanité dans le présent en tant qu'engagement envers ce futur. Il n'y a pas de raisons scientifiques pour démontrer que les générations qui ne sont pas encore nées feraient mieux de naître que de ne pas naître. Mais en plus, la science et la technologie, qui rétroalimentent le modèle de croissance indurable, n'ont pas de rapport avec l'éthique et la politique. Un objectif moral et politique se fait nécessaire pour mener à bien le développement durable, entre autre, parce que celui-ci exige une justice inter-générationnelle. La préservation du droit des générations futures nous met face à l'inexistence d'institutions politiques qui incluent la représentation du futur. Seule notre morale, en tant que lignes de conduites sociales inspirées d'un système de valeurs,

peut défendre les droits des générations qui ne sont pas encore nées, ou les droits des autres espèces vivantes.

Il est intéressant d'observer que l'archétype traditionnel millénaire de "la dette morale" de l'être humain est le miroir éthique des limites physiques et chimiques de la Terre. En effet, la constatation du premier fait empirique de l'humanité consiste à voir que l'homme doit sa vie à un autre homme, et qu'il naît donc moralement endetté. Dans le cas de l'écologie, cela signifie qu'à l'échelle de la planète, il doit se soucier en premier lieu de la durabilité de l'environnement dans lequel il est venu au monde, et tout de suite après, du développement économique pour son propre confort, avec l'exception explicite déjà mentionnée ayant trait aux besoins de base insatisfaits, exigés pour assurer la subsistance de millions d'êtres humains et pour la justice compensatoire entre riches dévastateurs et pauvres affamés.

***5) Est-il possible de généraliser le mode de vie consumiste à toute la Planète sans mettre en danger la reproduction de la biosphère et la vie des futures générations?***

Bien entendu, la réponse à cette question est NON. Nous pouvons associer la misère à une insuffisance à un niveau existentiel (physiologique ou psychologique), mais la pauvreté est toujours relative: nous sommes pauvres dans l'exacte mesure de nos aspirations non réalisées. Pour rechercher une production durable, il faut chercher avant tout un

mode de consommation durable, ce qui exige une culture de la suffisance et non pas de l'insatiabilité.

La globalisation néo-libérale engendre une société mondiale duelle, avec une minorité riche, dévastatrice et contaminante, et une majorité qui fournit la main d'oeuvre bon-marché dans la sous-consommation. Ceci a entraîné une guerre de compétitivité basée sur le *dumping social* et le *dumping écologique*.

Le consumérisme, installé en tant que valeur éthique, a intensifié la destruction des ressources naturelles, tout en favorisant les deux milliards de consommateurs des pays les plus riches, dont la dynamique de production/consommation/gaspillage réalimente la destruction de l'environnement.

La dualisation sociale de l'humanité, avec sa dynamique de la dialectique "consumérisme-sous-consommation", se transforme en force motrice de migrations massives du Sud vers le Nord et de l'Est vers l'Ouest. L'incapacité d'absorption des marginalisés au sein de la société opulente, qui tend également à la dualisation, engendre des poches de Quart-Monde en Europe et aux Etats-Unis.

La croissance infinie de la consommation n'est pas durable, et le maintien éternel des niveaux actuels de consumérisme non plus. L'idée de mettre fin à la pauvreté dans le monde n'est pas viable non plus par le nivellement par le haut du modèle consumiste, à travers la croissance économique soutenue du modèle industriel actuel, même si l'on y ajoute un

soucis pour le respect de l'environnement. Nous pensons qu'il ne sera pas suffisant de mettre en question une logique qui engendre un usage indurable de la nature, il doit y avoir aussi un remaniement des rapports sociaux et du système économique mondial qui permettent son exécution.

### ***6) Quels modes de vie et quels niveaux de consommation seraient durables et désirables?***

L'analyse de la consommation des richesses met en évidence l'existence de l'excédent économique. La dynamique d'un système dépend de l'usage que l'on fait des excédents qui peuvent être investis et consommés dans une direction ou dans l'autre; ceci inclut des possibilités qui vont de l'investissement des excédents dans l'industrie d'armements pour finir d'éliminer la surproduction, jusqu'à une plus grande jouissance de temps libre avec moins de consommation, une réduction conséquente de la production d'excédents et des heures de travail.

Il est évident que les possibilités d'emploi des excédents pour la destruction dans n'importe quelle forme n'est ni désirable ni durable. La durabilité présume l'harmonie globale pacifique de la diversité de développements, l'adaptation des différentes organisations humaines à leur environnement écologique spécifique et, donc, la diversité de styles de vie et de niveaux de consommation. Nous devons abandonner le point-de-vue moderne d'un développement uniforme et linéaire pour viser la diversité d'organisations sociales historiquement

possible et écologiquement désirable. Il n'existe pas un unique style durable de vie souhaitable.

**7) Quelles sont les limites à la croissance qui sont indispensables et légitimes pour un développement socialement et environnementalement durable?**

La croissance économique du modèle néo-libéral à la pensée unique n'est pas durable, ni socialement, ni économiquement, ni écologiquement, ni politiquement.

La tendance de la croissance actuelle pour les prochaines décennies est la duplication de la demande d'énergie et d'autres ressources naturelles; mais cela se heurte au besoin de la durabilité de l'éco-système terrestre qui consiste à réduire de moitié ces consommations dans les prochaines décennies. Si l'on ne réalise pas des réductions concrètes importantes des flux de matériaux et d'énergies actuels, le futur le plus probable du modèle actuel dans les prochaines décennies sera une diminution *per capita* de la production d'aliments, de la production industrielle et de l'usage de l'énergie, ainsi qu'une dégradation écologique accélérée.

Le changement de tendance implique un changement aussi bien des technologies dominantes que des valeurs culturelles hégémoniques, et des rapports sociaux/nationaux du système mondial.

Du point de vue technique, il est possible de respecter les limites physiques de l'écosystème en réduisant le flux de ressources consommées et de matières contaminantes émises, en augmentant en même temps la qualité de vie de toute l'humanité. La condition technique de possibilité est l'augmentation rapide et drastique de l'efficacité du point de vue écologique. Nous pouvons affirmer, techniquement, qu'il existe un développement durable lorsque, globalement, le pourcentage d'amélioration de l'efficacité de la technologie en termes écologiques est plus grande que le pourcentage de la croissance économique. Il faut souligner qu'il existe une efficacité du système en tant qu'ensemble, et une autre efficacité micro-économique. Les limites de la croissance imposent le besoin de l'efficacité dans les deux sens.

L'efficacité systémique nous renvoie à un modèle de globalisation durable, qui exige un nouvel ordre économique international basé sur la diversité, avec un sens de justice et structuré en termes de solidarité et coopération.

Dans le sens micro-économique, il est possible de promouvoir une *révolution de l'efficacité* soutenue dans les exigences écologiques, les progrès technologiques et les changements du mode consumiste, de la façon suivante:

a) Modifier la direction du progrès technologique. Il existe des études concrètes qui démontrent la viabilité d'une *révolution dans la productivité d'énergie, d'une révolution dans la productivité de la*

*matière et d'une révolution dans la productivité du transport.*

b) Assurer que la révolution de l'efficacité soit lucrative. Les subsides économiques sont une réalité qui peut être administrée en fonction de la révolution de l'efficacité. Si une entreprise doit agir dans des rapports commerciaux en tant que "socialement responsable", il doit exister une logique qui se traduise en gains immédiats ou futurs, et en survie de l'entreprise. Le fait qu'une activité soit lucrative ou pas dépend des prix relatifs, et ceux-ci sont le résultat de la politique de recettes administrée par le pouvoir politique. La révolution de l'efficacité peut être lucrative en combinant des mesures comme la suppression de subsides pour l'usage de certaines ressources, l'éducation pour la consommation, l'administration de la demande, la planification de la minimisation des coûts, une forte taxation pour les résidus solides, un audit de l'environnement et une réforme fiscale écologique.

Ce sont les économies capitalistes des pays les plus riches qui mènent le train de vie le plus contaminant, et, par conséquent, ce sont elles qui devraient donner la priorité absolue à l'amélioration de l'efficacité technologique en termes écologiques, de façon à ce que leur croissance économique décroisse, mais tout en augmentant l'offre de services et de bien-être, en modifiant le schéma de consommation et du gaspillage, tout en améliorant la qualité de la vie. D'autre part, pour améliorer la qualité de la vie de la partie de l'humanité qui vit dans la misère, les économies les plus pauvres

pourraient avoir une croissance économique plus rapide que le progrès de l'efficacité environnementale de la technologie qu'ils emploient, pour satisfaire les besoins de base manquants. L'ensemble global serait écologiquement durable, plus équitable et offrirait une meilleure qualité de vie pour toute l'humanité.

### **8) Comment concilier la préservation de l'environnement et le développement économique des pays du Sud?**

Dans le système capitaliste, la nature, en tant que moyen de production, n'est qu'une simple ressource pour obtenir un bénéfice économique. Le modèle de capitalisme sauvage qui a régné dans la globalisation approfondit le mauvais traitement de la nature au-delà des limites de la durabilité de l'écosystème terrestre. Mais l'axe de cette globalisation perverse consiste en la perte de la souveraineté monétaire, saisie entre les mains de la globalisation financière spéculative; donc, une *globalisation de la solidarité* compatible avec un développement intégralement durable exige un nouveau Système Monétaire International, basé sur une souveraineté monétaire mondiale partagée, comme façon de subordonner la globalisation financière à une globalisation productive juste et durable. Cette voie permettra aussi de contrôler *la détérioration des termes d'échanges* dont souffrent les pays du Sud, et qui tend à être compensé par le *dumping* fiscal, social et écologique.

La souveraineté démocratique que les peuples retiennent dans le contexte d'une *globalisation juste* se trouve dans l'auto-détermination lors du choix d'une spécialisation efficace avec laquelle l'on peut s'intégrer dans le système productif globalisé. Alors, l'efficacité productive de chaque pays dépendra de l'adéquation ou non du système socio-politico-économique pour un rendement maximum de ses propres potentiels; c'est à partir d'ici que surgiront les *avantages compétitifs* authentiques, engendrés par la capabilité et la spécialisation des travailleurs, fruit de politiques d'éducation et de santé publique, politiques de recherche et de développement, politiques industrielles, etc. Il est très important de souligner que la participation coopérative des travailleurs est une source d'avantages compétitifs.

De la même manière que l'on obtient une efficacité micro-économique basée sur la participation coopérative, on peut aussi former un système macro-économique qui se bénéficie de la participation coopérative. mais cela exige, évidemment, de sortir de *l'économie pure*; l'organisation d'une participation coopérative macro-économique doit être compatible avec la structuration de la participation sociale au pouvoir politique des institutions.

Le piège du vieux concept des *avantages comparatifs*, basés sur les conditions naturelles de la géographie, a toujours été que les nations du Sud recevaient les "avantages comparatifs des matières premières", alors que les états du Nord recevaient les "avantages comparatifs du développement industriel". Ceci est encore plus inacceptable lorsque

cet avantage comparatif présumé est associé à l'exploitation de ressources naturelles non renouvelables, ce qui implique que, à partir d'un certain moment où la source de la matière première s'épuise, la décision "optimale" du marché mondial sera que cette société disparaisse en s'enfonçant dans la faim et la misère. D'autre part, le fait qu'un pays possède certaines ressources naturelles n'implique aucune obligation (et aucun droit) d'avoir à les exploiter sans scrupules, et l'humanité ne peut commettre la folie écologique de forcer certains pays à adopter ces pratiques prédatrices par nécessité.

Bien qu'il soit improbable que les intérêts opposés disparaissent au niveau mondial, il semble raisonnable de penser qu'une nouvelle institutionalisation conforme au besoin de gouvernabilité de la globalisation accepte que la soutenabilité globale exige quelque degré de coopération qui devra remplacer certaines pratiques de concurrence. Dans ce sens, il vaut la peine de souligner que les *avantages coopératifs* ont un rapport direct avec l'efficacité systémique et écosystémique.

Si le système Monétaire et de Crédit international était administré par une autorité monétaire supranationale multilatérale sans métropole financière impérialiste, les termes d'échange seraient à l'abri de manipulations intéressées. S'il existait en plus des politiques pour contrecarrer le *dumping* fiscal, social et écologique, (aussi bien par des mesures nationales d'auto-défense qu'internationales de punition), la seule restriction pour choisir librement

une spécialisation pour le développement économique serait *l'efficacité authentique*, c'est-à-dire la capacité de produire à un coût minimum grâce à une meilleure technologie, ou une meilleure administration, ou une meilleure habilitation de la force de travail, ou par de meilleurs salaires et conditions de vie pour les travailleurs. Dans le développement économique des pays du Sud, la préservation de l'environnement n'est pas indépendante de la préservation des droits sociaux et de la suppression structurelle de la dépendance financière. L'indépendance et l'auto-détermination politico-économique sont des conditions nécessaires (mais pas suffisantes) pour un développement durable; comme contre-exemple, nous pouvons citer l'indurabilité inhérente à la déprédation colonialiste.

**9) Comment articuler, au sein du développement intégralement durable, les rapports Nord-Sud et la solution du problème de la dette extérieure du Sud?**

L'hostilité du Nord commence lorsque le Sud est forcé à entrer dans la rationalité du Nord. Le thème de la Dette Extérieure est à peine cité dans les débats ayant trait à la durabilité. Le paiement des "intérêts sur intérêts" de la Dette Extérieure provoque un véritable génocide social dans les nations les plus pauvres. Tout comme les auteurs de crimes contre l'humanité méritent d'être jugés par un Tribunal Pénal International - en voie de formation - il serait juste que les délinquants financiers eux aussi rendent des comptes à un Tribunal

International de la Dette Extérieure, après avoir saccagé les richesses des peuples du Sud.

Le simple annulation de la dette n'ouvre pas la voie à la durabilité, parce qu'elle ne change pas le concept de développement que les pays du Nord ont imposé aux pays du Sud. Si un développement durable global est possible, ce sera à condition de diminuer le flux de matières premières et d'énergie bon-marché, qui continuent à passer du Sud au Nord tout comme au temps du colonialisme, afin de modifier la base matérielle du consumérisme des plus riches et des plus contaminants. Ainsi, une nouvelle scène globale requiert que la reformulation du Système Monétaire International se fasse sans le poids de la dette financière et comptable (mais pas réelle!), par laquelle le Sud est tenu actuellement, et que l'on commence à réparer la dette écologique (réelle mais pas comptabilisée!) que le Nord a contracté envers le Sud depuis des siècles.

Nous croyons qu'il n'y aura pas de solutions durables aux problèmes d'environnement internationaux tant que les positions de tous les faibles du système global ne seront pas renforcées.

### ***10) Education pour la durabilité***

Un monde responsable et solidaire ne sera pas possible sans que la conscience des personnes puisse analyser les conséquences de leurs actions sur l'environnement et sur le monde qui les entoure, ainsi que leur collaboration avec les instances productrices, sociales et politiques. Cette révélation

de la conscience doit être possible pour tous les êtres humains dès leur plus tendre enfance grâce à une éducation gratuite permettant l'analyse des situations. La façon de proposer cette éducation, sans oublier l'intériorisation de la culture de chaque peuple, doit inclure des éléments globaux reconnus par tous les éducateurs.

L'éducation pour la durabilité doit être mise en contexte en mettant l'accent sur les nouvelles façons de percevoir les besoins ainsi que l'usage des ressources. Elle doit s'orienter simultanément vers deux aspects: a) la formation de certaines valeurs qui renforcent la conscience de responsabilité nécessaire pour un développement intégral durable et b) la construction de connaissances utiles pour trouver des solutions aux problèmes de durabilité.

La formation d'un système de valeurs est centrée sur le respect et la solidarité envers son prochain, et l'apprentissage de l'intégration dans la communauté de tous les êtres vivants qui constituent notre environnement, y compris l'amour de la nature inorganique; en contrepartie, ceci implique le remplacement de la concurrence et de la rivalité individualistes ou la compulsion égoïste de domination. Le fait de revaloriser la réflexion personnelle à propos de ces valeurs veut dire ouvrir la voie vers la découverte de la richesse de l'être au-dessus de la richesse de la possession.

La formation de connaissances utiles requiert l'abordage de comportements durables par rapport à la conservation de l'eau potable et des sols fertiles,

au frein de l'avancement de la désertification ou à la préservation de la santé publique, non seulement contre les épidémies connues, mais également contre les nouvelles maladies dérivées de la manipulation technologique de la production d'aliments, ou engendrées par la mauvaise qualité de la vie au sein de la civilisation urbaine et industrielle. Il est obligatoire de valoriser les connaissances traditionnelles ayant trait à la santé accumulées par l'humanité pendant des millénaires.

Il est nécessaire de globaliser la problématique du développement durable à partir du moment où l'élève entre à l'école, en adaptant le programme de façon à ce que les contenus incluent la thématique du Développement Durable; ceux-ci seront transmis de façon transversale, interdisciplinaire, mettant ainsi en rapport les concepts de: Développement Durable - Croissance Indurable, Inclusion Sociale - Exclusion Sociale, Consommation Responsable - Consumérisme Irrresponsable, Globalisation Solidaire - Dette Extérieure du Sud, ayant trait à l'Environnement - Flux de matières premières et Energie vers le Nord, etc. L'élève apprendra ainsi à devenir un sujet actif de son propre développement.

***11) Qui est le sujet qui peut appliquer ce modèle de développement intégralement durable dans la pratique ?***

Le changement nécessaire au niveau global est possible si des forces sociales et des projets capables de véhiculer les réformes nécessaires se cristallisent au sein des Etats-Nation. D'autre part, un

phénomène très répandu a rongé la capacité de transformation des forces politiques dans l'administration de l'Etat: la corruption, autre face de la monnaie de "la mort des idéologies" face à l'imposition de la *pensée unique*. La corruption étatique implique la diminution de la volonté politique d'améliorer les conditions de vie des classes sociales marginalisées, le respect de l'environnement et la sauvegarde des droits des futures générations. La corruption des dirigeants politiques et syndicaux ainsi que du journalisme indépendant facilite le fonctionnement occulte des institutions en vigueur, qui dissimulent des informations qui critiquent le système dominant, ou qui marginalise les individus fomenteurs d'une pensée ou de forces politiques transformatrices. La mise en place d'une alternative à la société politique qui se sert aujourd'hui de la corruption pour imposer sa loi semble nécessaire, et, en fait, la société civile a commencé à engendrer de nouveaux modes d'expression et d'action.

Le protagonisme du changement ne réside pas exclusivement dans les partis traditionnels, ni dans les syndicats et les mouvements ouvriers en tant que "sujet historique indispensable pour un changement inexorable et prédéterminé". D'autres agents ont assumé un nouveau protagonisme qui tend à mettre en question l'ordre hégémonique de la "pensée unique". Les ONG, les mouvements sociaux et les organisations de la société civile assument une importance de plus en plus grande, ainsi que la conscience d'auto-transformation des acteurs

politiques sociaux protagonistes de la confrontation décrite ci-dessus.

Mais la tâche prestigieuse et louable des institutions intermédiaires, ONG, et autres expériences du "troisième secteur" n'atteindront pleinement leurs objectifs que lorsqu'ils se matérialiseront en un projet politique qui les contienne et les représente, ce qui n'implique pas nécessairement un nouveau parti politique dans le style traditionnel. La politique est toujours l'instrument de lutte pour le pouvoir, et ce n'est qu'à travers le pouvoir populaire que l'on réussira à vaincre les pouvoirs intéressés à conserver la dynamique de la globalisation indurable.

Dans cette logique, la mise en marche de cadres juridiques et surtout de dispositifs de concertation et d'action au sein de la société civile, avec des droits et des attributions qui influencent les décisions politiques étatiques et comme forme de participation à la vie communautaire au niveau local, constitue une nouvelle voie pour reformuler la participation démocratique. A partir de ceci, il serait possible de reconstruire les bases d'une nouvelle gouvernabilité prévue en tant qu'ensemble de processus implantés et contrôlés par tous les acteurs sociaux.

Les réactions globalisées à propos de ce modèle de concentration de capital mondial sont apparues récemment. Des manifestations contre des rencontres de la Banque Mondiale, du Fonds Monétaire International, de l'OMC, de l'Accord Multilatéral d'Investissements, ont surgi à Seattle, Prague, Davos, etc. De façon plus institutionalisée et

avec des propositions visant une globalisation alternative, le Forum Social Mondial de Porto Alegre a apporté beaucoup à la construction d'un monde du point de vue du droit, et non pas du point de vue financier. L'un des aspects saillants a été la récupération de la démocratie pour les organisations populaires de la société civile, en tant que stratégie alternative au modèle actuel. Nous pensons qu'il est opportun de renforcer l'initiative du Forum Social Mondial et de proposer à travers lui l'alternative du *développement intégralement durable*.

## **12) Propositions pour un changement**

a) Avancer vers un nouveau système de procédés et d'institutions de gouvernabilité mondiale.

b) Réformer le système d'institutions internationales pour favoriser un certain équilibre démocratique de pouvoirs politiques, économiques, juridiques, etc., globaux. Compléter l'organisation inter-étatique qu'est l'ONU en y incorporant la notion de parlement mondial capable de réconcilier les exigences d'universalisme et la diversité des héritages historiques et culturels. Convoquer une conférence mondiale pour la reformulation du Système Monétaire International et la restructuration des agences créées au sein du système caduque de Bretton Woods.

c) Ainsi, les institutions politiques d'un nouvel ordre global géreront un secteur ample définitivement publique, les biens publics mondiaux, comme

l'atmosphère, l'espace extérieur, les océans, la biodiversité, la paix et les cultures, par exemple.

d) Implantation, redirection et gestion des impôts internationaux, comme par exemple la Taxe Tobin, qui financeraient des processus de développement local endogène durable dans le Sud. Etablissement de taxes à l'importation contre le *dumping social* et contre le *dumping écologique*.

e) Réglementation globale des Principes de sauvegarde de l'éco-système, de l'humanité, de modération de la consommation, de précaution, de protection de la diversité, de la citoyenneté, de minimisation de l'émission de substances contaminantes, de coopération, de contamineur-payeur non seulement au niveau micro-économique, mais aussi au niveau des Etats et des organisations continentales, en évitant sa dénaturalisation par un permis de contamination. La figure de la "citoyenneté globale" peut contribuer à corriger le déséquilibre entre capital et travail au niveau global; ce n'est pas l'impossibilité légale d'émigrer, mais le développement intégral durable dans leur pays qui doit ancrer les populations sur leurs propres terres .

f) Une réforme possible (mais insuffisante) pour mitiger la culture de la possession et la production de la valeur symbolique des marchandises serait l'introduction d'une taxe impositive sur les recettes provenant de la publicité sur les médias et un impôt progressif sur le revenu des activités associées à la publicité (arrivant jusqu'à 80%-90% des recettes). En plus, ceci stimulerait une plus grande

indépendance des médias par rapport à leurs recettes publicitaires, une presse moins liée aux intérêts des compagnies et des institutions hégémoniques.

g) Ce qui précède permet la création/diffusion d'une information moins tendencieuse, et augmenterait la compétitivité relative de la presse autonome, non mercantile. La création de canaux alternatifs de communication sociale interactifs (radios communautaires, internet, presse et moyens graphiques populaires) pour une nouvelle conception de justice sociale et du rapport homme/nature doit jouer un rôle très important dans la promotion du développement durable.

h) Tout pendant qu'on engendre des systèmes productifs durables et des processus de changement d'usage de la terre rationnels, il est nécessaire de développer au mieux les mécanismes d'alerte, prévention, résolution et minimisation des désastres naturels et antropogéniques.

i) On se doit de définir des actions visant à s'opposer à l'offensive monopolisante soutenue par les pays centraux en ce qui concerne les patentes, dans le mécanisme double et pervers de s'approprier le savoir populaire en fonction de ses intérêts économiques et de feindre d'imposer de suite ses droits de patentes sur les savoirs et les biens qui font partie du patrimoine social.

j) Promouvoir la constitution d'un Tribunal International Sur la légitimité de la Dette Extérieure

du Sud. Un moratoire du paiement de la dette jusqu'à ce que ledit Tribunal détermine le montant réel de la dette légitime par rapport à la dette illégitime permettra de financer les processus de développement local endogène durable dans le Sud.